

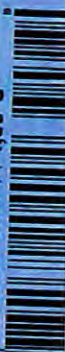
L'EXPRESS

> WWW.LEXPRESS.FR

Quel avenir pour le **PLATEAU DE SACLAY**

EXPRESS ROULARTA

M 05322 - 3098 - F: 4,00 €



AVEC



Logement, transports, environnement :
ce qui va changer à Orsay, Gif, Bures, Palaiseau, Versailles,
Saint-Quentin-en-Yvelines...

P. GUIGNARD/AIR-IMAGES.NET

Sarkozy - Fillon La cohabitation

Saclay dans 10 ans

Le site est censé devenir l'un des pôles d'enseignement, de recherche et d'innovation les plus performants du monde. Mais toutes les conditions ne sont pas encore remplies pour réussir ce projet crucial pour la France. Voici les principaux défis à relever.

JACQUES TRENTESAUX



G. LABAN-MATEI/APP

ENJEUX Le transfert sur le plateau du site d'Orsay de l'université Paris XI, qui devrait être achevé en 2018, nécessitera la construction de 330 000 mètres carrés de bâtiments.

1. ÉVITER LA CONSTITUTION DE NOUVEAUX BASTIONS

L'équation semble insoluble. Comment créer un campus vivant sur un espace de 9 kilomètres carrés ? Comment relier les six pôles existants (*voir la carte*) en évitant qu'ils ne se replient sur eux-mêmes ? « Nous partons avec pas mal de handicaps, reconnaît Hervé Le Riche, de la Fondation de coopération scientifique, qui réunit 23 acteurs du monde de la formation et de la recherche du plateau. Entre le bureau du directeur de HEC et celui de Polytechnique, il y a 4 kilomètres. Or, au-delà de 300 mètres, on ne se situe plus dans le cadre d'un déplacement quotidien. » Le groupement Desvigne, sélectionné il y a un an par la Mission de préfiguration créée par le gouvernement, a tenté de relever le défi. En juin dernier, ce cabinet pluridisciplinaire de renom proposait de créer six « parcs-campus bornés »

– c'est-à-dire clairement délimités – reliés par des lignes de bus et des pistes cyclables. Une solution qui n'a pas convaincu tout le monde.

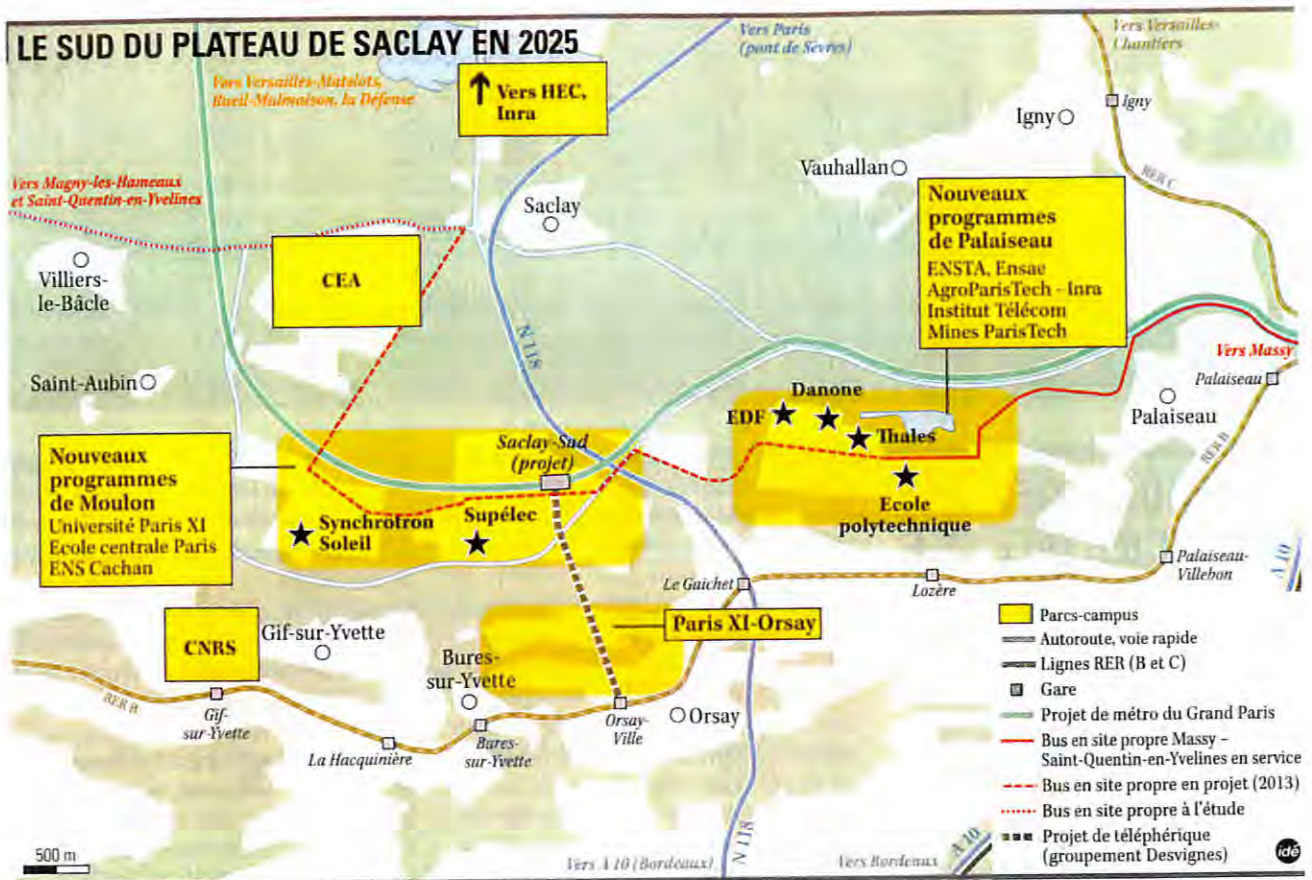
« J'ai un désaccord de fond avec cette proposition, car elle recrée des bastions, indique d'emblée François Lamy, député maire (PS) de Palaiseau. De plus, elle ne correspond pas au concept de route scientifique défini à l'origine. » « Bâtir un campus continu sur 6 kilomètres de long est impossible, rétorque Pierre Veltz, PDG de l'Etablissement public. Il n'y a pas d'autres choix que de constituer des points d'intensité avec un cœur au Moulon, à équidistance entre le CEA et Polytechnique. » Les premières esquisses laissent cependant entrevoir un clivage entre deux gros campus de part et d'autre de la RN 118. Avec, d'un côté, le site de Palaiseau et, de l'autre, celui du Moulon. « Le risque de séparation existe, reconnaît Alain

Bravo, directeur de Supélec. Le plateau doit être un lieu fluide. Il faudra sans doute construire une large dalle au-dessus de la RN 118. »

La « compacité » et la « mutualisation » des espaces sont deux des fils directeurs de l'aménagement du pôle d'excellence. Elles seules permettront d'éviter la simple juxtaposition d'établissements. Or la pente naturelle est à l'étalement et au « chacun chez soi ». L'exemple d'EDF est significatif. L'entreprise publique envisageait de transférer ses activités de recherche de Clamart (Hauts-de-Seine) vers Palaiseau (Essonne), dans un joli bâtiment en forme de mécanisme d'horlogerie, confortablement installé sur un terrain de 12 hectares. Beaucoup trop vaste pour les responsables de la Mission de préfiguration, qui auraient voulu n'accorder que 4 hectares avant de transiger à 7. Pas facile de contrarier un futur acteur majeur du plateau, fort de 1 400 chercheurs et 2 400 salariés.

2. RÉUSSIR LE TRANSFERT DE L'UNIVERSITÉ PARIS XI

La relocalisation quasi intégrale de la fac d'Orsay, de la vallée de l'Yvette sur le plateau, est présentée comme le pivot de l'opération Saclay. L'élément structurant qui permettra de franchir l'indispensable seuil critique, synonyme de succès. L'emménagement dans de nouveaux locaux est prévu en trois phases : la rentrée 2015 pour la faculté de Pharmacie, rapatriée de Châtenay-Malabry, ainsi que les départements chimie, biologie et nanosciences ; la rentrée 2016 pour le plus « gros morceau » (physique, sciences



de la Terre, sciences économiques et gestion...); puis, à la rentrée 2018, les filières sportives (Staps).

Depuis que le conseil d'administration de l'université a approuvé ce transfert, en décembre 2008, la polémique n'a pas cessé. La raison ? Le coût de ce chantier géant (330 000 mètres carrés de surfaces à construire) estimé entre 1,1 et 1,2 milliard d'euros. « Une somme délirante, estime Thierry Mandon, vice-président (PS) du conseil général de l'Essonne, qui ne comprend pas pourquoi « ce déplacement est présenté comme un dogme ». Le maire (PS) d'Orsay, David Ros, s'interroge : « Quel sens cela a-t-il de faire monter les 10 000 étudiants du premier cycle ?

A partir du master, oui, mais en deçà ? »

Le maire d'Orsay nourrit d'autres préoccupations : il risque de perdre les équipements sportifs que sa commune partage avec l'université, dont un bassin nautique de 50 mètres qu'il faudrait rénover de fond en comble. Quant au devenir du site de la fac d'Orsay, de sa centaine de pavillons et de son exceptionnel parc botanique, il demeure totalement flou. Va-t-on le transformer en parc d'activités pour start-up, comme l'a un temps suggéré l'ancien secrétaire d'Etat Christian Blanc ? Ou, comme le craint le président de Paris XI, Guy Couarraze, céder les terrains « au vil appétit des promoteurs pour assurer le bouclage financier de l'opération » ?

3. RÉSOUDRE LA GRANDE EQUATION DU LOGEMENT

C'est assurément la partie la moins avancée du projet. Et pourtant, elle est cruciale si l'on veut empêcher que le plateau ne se transforme en désert en soirée et chaque week-end, lorsque les étudiants sont partis. Le site de Corbeville, à l'ouest du campus de Polytechnique, est pressenti pour héberger le principal pôle résidentiel et culturel. Mais pour créer de la ville – et donc de la vie – il faudra attirer des commerces et des services publics (crèches, écoles, etc.) et construire toutes sortes de logements. Et pas question d'ériger de gigantesques résidences universitaires : l'heure est au brassage des populations (étudiants, familles...) et à la mixité des fonctions (universitaire, économique, urbaine...). D'après les estimations, 15 000 logements étudiants supplémentaires seront nécessaires dans les dix ans à venir. Un investissement de l'ordre du milliard d'euros. Le recours aux promoteurs privés est la seule issue. Mais une grosse interrogation demeure : comment construire à des prix abordables, alors que la pression >>>

Le calendrier prévisionnel des implantations

- 2012** Ensta (chantier en cours).
- 2015 (courant)** Centrale, AgroParisTech, Ensae...
- 2015 (septembre)** Départements chimie, santé-pharmacie (Paris XI).
- 2016 (septembre)** Départements physique, sciences de la Terre, sciences économiques et gestion (Paris XI).
- 2018** ENS Cachan, Mines-Télécoms...
- 2018 (septembre)** Département des sciences et techniques des activités physiques et sportives - Staps (Paris XI).

F. A. SURINTENDANCE ÉCOLE - X. TESTERIN/ETI/IMAGES
L. GRANDJALOT/ÉCOLE - X. TESTERIN/ETI/IMAGES



UN BOUCLAGE FINANCIER DIFFICILE

L'opération Saclay complète est estimée à 4,4 milliards d'euros (voiries et réseaux compris). Il manque environ 1 milliard pour tout faire. Voici les principales recettes attendues.

- **Le « milliard Saclay »** Engagement présidentiel (versement hors appels d'offres grand emprunt).
- **Grand emprunt national** Montants indéterminés à ce jour, attribués sur appels d'offres (laboratoires, équipements, initiatives d'excellence...).
- **Plan campus Saclay** De 360 à 450 millions d'euros de disponibilités sur vingt-cinq ans (grâce à une dotation d'Etat de 850 millions d'euros).
- **Apport des collectivités locales** (communautés d'agglomération, conseils généraux, conseil régional...) De 400 à 450 millions d'euros espérés.
- **Apport des écoles** (cession d'actifs, levée de fonds...) Environ 430 millions d'euros.

» immobilière est énorme ? Déjà, les loyers pratiqués dans la vallée de l'Yvette sont inaccessibles aux habitants les plus modestes. Or l'accueil de ces populations est essentiel pour la bonne marche du pôle d'excellence.

4. PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

Depuis que la sanctuarisation « d'au moins 2 300 hectares consacrés à l'activité agricole » figure dans la loi, les esprits se sont calmés. La préservation de l'environnement demeure cependant un point sensible. Beaucoup de riverains de la vallée de l'Yvette ont fait le choix de l'éloignement de Paris en échange d'une excellente qualité de vie et ils n'entendent nullement la perdre. D'où un tissu associatif dense et très organisé qui réunit... de nombreux enseignants et chercheurs.

Si la vocation scientifique et technologique du plateau n'est presque plus contestée, la vigilance est toujours de mise quant aux modalités de réalisation. En 2006, l'annonce de la création d'une ville nouvelle de 150 000 habitants, émise par le préfet de région de l'époque, avait suscité un grand émoi. L'épisode est encore dans toutes les têtes. Aujourd'hui, les aménageurs parlent de « compacité », de « sobriété énergétique » et de « préservation de l'aspect paysager du plateau ». A l'Etablissement public, on a même la prétention d'inventer un nouveau modèle urbain en symbiose avec la nature, grâce au maintien d'une activité agricole de proximité.

L'eau est une autre préoccupation majeure. Les inondations d'avril 2007 sont encore dans toutes les mémoires. Cette année-là, des quartiers entiers de Gif-sur-Yvette et de Villiers-le-

Bâcle avaient été envahis par les eaux à la suite d'un violent orage et 300 habitants avaient dû être évacués d'urgence. Composé de terres argileuses imperméables, le plateau de Saclay provoque d'intenses ruissellements. La crainte est que l'urbanisation prévue de 300 hectares supplémentaires nuise à l'écoulement des eaux superficielles ou souterraines.

Une mission hydraulique exploratoire sur les vallées de la Bièvre et de l'Yvette a donc été constituée sous l'autorité du préfet de région. Elle décidera vraisemblablement de la remise en état des rigoles historiques, créées pour l'alimentation en eau du château de Versailles, mais aussi du creusement de nouveaux bassins de rétention. « On évoque 300 millions d'euros de travaux. Mais aucune estimation sérieuse n'a été rendue publique à ce jour », déplore David Ros.

5. ASSURER L'EFFET D'ENTRAÎNEMENT ÉCONOMIQUE

L'un des grands défis du pôle d'excellence de Saclay est de parvenir à réconcilier le secteur de la recherche et celui de l'entreprise. Le futur campus doit être un « cluster », c'est-à-dire un agrégat scientifique et économique, qui débouche sur la création d'emplois. L'objectif – ambitieux – serait d'accueillir une centaine d'entreprises innovantes par an à partir de 2015. Pour l'heure, cette ambition n'est encore qu'un vœu pieux. « Nous travaillons avec la communauté d'agglomération du plateau de Saclay à la création d'un incubateur », assure néanmoins Gérard Huot, président de la chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne.

Pour le moment, les premières annonces ne concernent que de très



CONVERGENCE

Le projet va associer entre autres, de g. à dr., Paris XI, le campus de l'École polytechnique, à Palaiseau, et le campus de Supélec, à Gif-sur-Yvette. Reste une inconnue : la communication entre les différents sites (ci-contre, la RN 118).

grandes entreprises désireuses de se rapprocher de laboratoires pour intensifier leur recherche et développement. Après le japonais Horiba, spécialistes des systèmes de mesure et d'analyse, EDF et Total vont rejoindre Palaiseau pour créer un Institut photovoltaïque et s'installer non loin des centres de recherche de Danone et de Thales. Le début d'un cercle vertueux ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer. « Une zone ne peut pas se développer sans être reliée à un aéroport », prévient Gérard Huot. Or, en la matière, tout reste à faire.

6. AMÉLIORER LE RÉSEAU DES TRANSPORTS

C'est depuis toujours « le » point noir du plateau. Son « talon d'Achille ». L'endroit n'est en effet desservi par aucun réseau de transports digne de

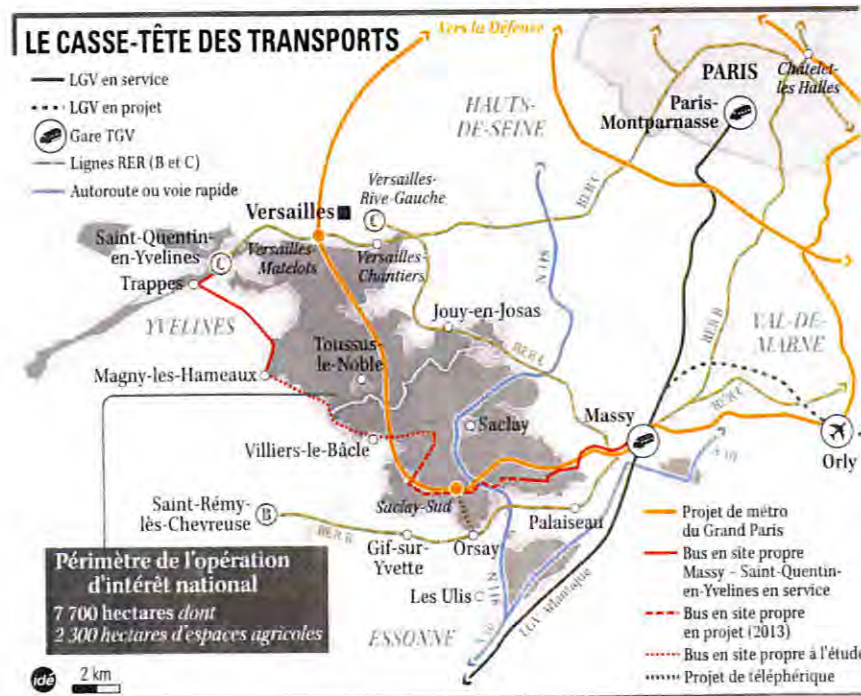
ce nom. Comment peut-on imaginer une concentration nouvelle de chercheurs et d'étudiants avant d'avoir résolu ce point crucial, alors même que le REB B est chaque jour plus saturé ? Tout a été imaginé ces dernières années... jusqu'à la création d'une autoroute de Massy à Versailles. Une idée abandonnée en raison de la contrainte environnementale.

Aujourd'hui, les acteurs locaux ne jurent plus que par les lignes de bus en site propre. Un premier tronçon de 6,7 kilomètres entre Massy et le campus Polytechnique de Palaiseau a été inauguré l'année dernière... après dix ans d'atermoiements. Il devrait être prolongé, d'ici à la fin 2013, jusqu'au Christ de Saclay via le Centre d'études nucléaires, si l'Etat accepte de verser sa quote-part (20 millions d'euros). C'est bien, mais il manquera encore

un chaînon jusqu'à Magny-les-Hameaux (Yvelines) pour que la liaison traverse le plateau d'est en ouest. Cette solution ne pourra toutefois qu'être transitoire, car les études ont montré qu'un doublement du réseau de bus ne suffirait toujours pas à empêcher le recours à la voiture.

Les plus optimistes regardent le projet de métro automatique à grande vitesse, soumis au débat public jusqu'à la fin janvier 2011. Il améliorerait considérablement les temps de transport pour le plateau en permettant, notamment, de le relier aux deux grands aéroports parisiens. Les études sont menées sur l'implantation de deux gares. François de Mazières, maire (DVD) de Versailles, pousse pour que la première soit située à Versailles-Matelots, non loin des terrains de Satory libérés par les militaires. La seconde desservirait le cœur du plateau au Moulon.

Faute d'envisager le début d'un financement pour ce métro automatique, beaucoup considèrent que la solution la plus sage serait de passer du bus au tram dès que possible. Cette option serait de quatre à cinq fois moins chère que le métro et facile à mettre en œuvre, car il suffirait de reprendre la même emprise au sol. Cependant, elle ne règle pas le problème de l'éloignement des sites universitaires de la ligne du RER B une fois qu'ils seraient implantés sur le plateau. Le RER constitue le principal accès des étudiants à partir des gares de Lozère, du Guichet ou d'Orsay. Pour les acheminer demain jusqu'au plateau, le groupement Desvigne a imaginé de recourir à des télécabines, voire à un funiculaire, en attendant l'hypothétique métro... Des options qui laissent dubitatif. ● J.T.



Etat-collectivités : « Je t'aime, moi non plus »

La réussite du plateau de Saclay suppose que l'Etat renoue le dialogue avec les collectivités locales. Ce n'est pas gagné !

« Ce sera sans nous ! » Emmenés par François Lamy, le député maire (PS) de Palaiseau et président de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay, les élus de gauche (Jean-Paul Huchon, Michel Berson, Robert Cadalbert) membres du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay (EPPS) ont opté pour la rupture, le 9 novembre dernier. Les raisons officielles ? Le refus de voir les collectivités locales considérées comme quantité négligeable par l'Etat ; mais aussi un désaccord de fond sur le parti pris d'aménagement du plateau. Un dernier argument qui fait bondir le président de l'EPPS, Pierre Veltz : « On invente un désaccord sur le

projet, alors que les raisons du clash sont exclusivement politiques. François Lamy prend l'établissement public en otage en pratiquant le mélange des genres. C'est lamentable ! » Jean-François Vigier, maire (MoDem) de Bures-sur-Yvette, partage l'analyse : « L'attitude de Lamy n'est pas acceptable. Il veut pratiquer la politique de la chaise vide pour des raisons extraterritoriales, car il est le bras droit de Martine Aubry. » Ambiance...

Comme souvent, les deux camps ont un peu raison. L'énervement de François Lamy tient avant tout, il est vrai, à l'étonnant refus du préfet de l'Essonne de valider l'entrée des Ulis dans

la communauté d'agglomération qu'il préside. L'imposition surprise – sur pression politique – d'Hervé Hocquard, maire (UMP) de Bièvres, comme membre du conseil d'admi-



« L'Etat avance un peu comme un rouleau compresseur. »

Jean-François Vigier, maire (MoDem) de Bures-sur-Yvette.



« En France, on vous promet le bonheur dans vingt ans, plutôt que de procéder par petits pas... »

David Ros, maire (PS) d'Orsay.

nistration de l'EPPS, en lieu et place de la maire socialiste des Ulis Maud Olivier, aura été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Cette rupture était prévisible. Depuis deux ans, l'Etat a fermement pris les choses en main à Saclay, ce qui a eu le don d'exapérer les acteurs de terrain. Seul l'Etat était pourtant en mesure de jouer un rôle de pilote afin de surmonter l'incroyable fragmentation institutionnelle du territoire (le périmètre de l'opération d'intérêt national [OIN] s'étend sur le territoire de 4 communautés d'agglomération, 2 départements et... 49 communes) et les incessants conflits politiques locaux.

Ce qui n'aurait pas dû exclure un minimum de concertation. Une qualité qui, de l'avis général, n'était pas le fort de Christian Blanc, l'ancien secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale chargé du dossier. « L'Etat a avancé un peu comme un rouleau compresseur », déplore Jean-François Vigier. Son souci ? Un cinquième de la superficie de sa ville de Bures-sur-Yvette a été englobé dans le périmètre de l'OIN, ce qui le prive de beaucoup de ses prérogatives. Faute d'informations sur le devenir de cette zone, il ne peut même pas renseigner

la population... Une carence propice aux rumeurs sur la menace de spéculation immobilière ou d'urbanisation anarchique. David Ros, maire (PS) de la ville voisine d'Orsay, renchérit : « En France, on vous promet le bonheur dans vingt ans, plutôt que de procéder par petits pas. C'est dommage ! Travailler par étapes aurait été favorable. »

Pierre Veltz reconnaît un manque de communication de l'EPPS. Et promet des changements. Cet ancien directeur de l'Ecole des ponts et chaussées sait qu'il lui faudra s'appuyer sur les élus locaux pour réussir sa mission. L'ouverture du pôle d'excellence scientifique sur son environnement, pour éviter l'effet ghetto, est en effet considérée comme l'une des clefs du succès. « Sur un projet pareil, l'échange Etat-collectivités locales est indispensable, notamment pour régler la question des transports », complète Lucien Chabason, nommé « garant du bon fonctionnement de la négociation » par le préfet pour assurer l'interface avec les associations locales. Maintenant que la rupture est consommée, la tâche s'annonce redoutable. ● J.T.

Les hommes clefs du plateau

Chacun à leur place, ils participent à cette aventure exceptionnelle. Portraits.



HANNAH/OPALE

PIERRE VELTZ

Le patron diplomate

Depuis qu'il a été nommé à la tête de la Mission de préfiguration du plateau de Saclay, en avril 2009, l'homme a su se rendre incontournable. Ancien directeur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, spécialiste reconnu de l'organisation territoriale, Pierre Veltz a donc été nommé sans surprise, à la fin octobre, PDG du tout nouvel Etablissement public chargé de l'aménagement de l'Opération d'intérêt national (soit 7 700 hectares de Palaiseau à Satory). Cet homme affable et apprécié de 65 ans devra faire preuve de doigté pour mener à bien sa mission en associant les collectivités locales, passablement irritées d'avoir été marginalisées par l'Etat. « Le tout, reconnaît-il, dans un contexte de décrédibilisation de la parole publique et de scepticisme généralisé. »

PAUL VIALLE

Le scientifique humaniste



DR

Cet éminent chercheur de 67 ans, qui a accompli l'essentiel de sa carrière à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), a la redoutable tâche de présider la Fondation de coopération scientifique (FCS) depuis avril 2009. Soit un attelage inédit d'une vingtaine d'acteurs du monde de la recherche (grandes écoles, universités, organismes de recherche, pôles de compétitivité...). Charge à lui d'assurer la cohérence scientifique de l'opération et de « prioriser » les projets portés par ses membres. Paul Vialle négocie actuellement l'adoption de nouveaux statuts qui permettront à la FCS de recevoir et répartir les fonds du grand emprunt. Mieux ! Les décisions seront prises à la majorité et non plus à l'unanimité... Une étape vers une université confédérale ? « On verra bien, glisse-t-il prudemment. Ma conviction profonde est que les hommes valent mieux que les structures. »

FRANÇOIS LAMY

L'opposant contrarié



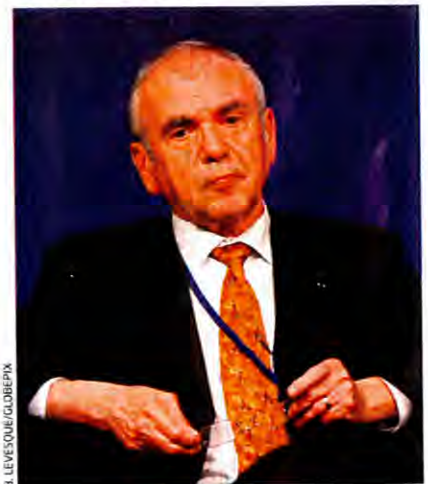
B. GUYAERT

Le député maire (PS) de Palaiseau et président de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay (Caps) joue un jeu serré. Partisan de la première heure du pôle scientifique et technologique de Saclay, il en a payé le prix fort : une réputation de « bétonneur du plateau » et une vive opposition de gauche dans sa ville. Aujourd'hui, la situation a un peu changé. François Lamy mène la fronde des élus de gauche (département

et région inclus) contre le manque de consultation des collectivités par l'Etat. Il apparaît donc, aux yeux des riverains, comme le meilleur opposant. « Les ingénieurs de l'Etat savent poser des cubes, pas créer de la ville, martèle-t-il. Pour cela ils ont besoin des maires. » En fin politique, l'homme souffle le chaud et le froid : il vient de décider de pratiquer la politique de la chaise vide et bloque toute participation financière des collectivités. Jusqu'à nouvel ordre.

ALAIN BRAVO

La mémoire du site



B. LEVESQUE/GLOBEPHIX

Derrière son vaste bureau, la dernière page du dossier campus de Saclay, paraphée par 23 acteurs de la Fondation de coopération scientifique (FCS), est affichée tel un trophée. Il faut dire qu'Alain Bravo, directeur de Supélec, y est pour beaucoup. Dans le droit-fil de ses prédécesseurs (André Blanc-Lapierre, Jean-Jacques DUBY...), il a joué un rôle fédérateur crucial. Premier président de la FCS, à nouveau président par intérim après la démission fracassante de Philippe Lagayette en 2008, rédacteur du Plan campus de Saclay, Alain Bravo a été de tous les moments stratégiques. « Profondément convaincu » de la pertinence de créer un « point de concentration de la recherche » à Saclay, cet ancien directeur de la recherche d'Alcatel n'en finit pas de s'insurger « contre le manque de clairvoyance stratégique des trente dernières années » qui a conduit à laisser le plateau en friche. Et peaufine son projet d'alliance entre Supélec et l'Ecole centrale. Toujours à l'avant-garde du rassemblement. ● J.T.

La nouvelle vie de Satory

Les immenses terrains militaires de ce quartier de Versailles pourraient servir de base à l'édification d'un centre d'excellence consacré au véhicule du futur.

C'est l'autre grand site de l'opération d'intérêt national (OIN) dont l'établissement public a la charge. Satory-La Minière représente un atout foncier considérable pour le développement d'activités économiques. Cette base d'essai de 150 hectares sera bientôt libérée par les militaires. Le maire de Versailles, François de Mazières, voudrait en faire le cœur de sa stratégie d'extension de sa ville et y installer des entreprises et des logements. A force de lobbying, il a obtenu la mise à l'étude de la création d'une gare aux Matelots (au nord du plateau de Satory) dans le cadre du projet de super-métro automatique du Grand Paris, en lieu et place d'une gare située à Versailles-Chantiers dans un quartier qu'il estime saturé.

Son projet a l'appui des responsables de l'établissement public. « L'endroit est idéalement situé à proximité de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (150 000 habitants) et du Technocentre de Renault », relève Pierre Veltz, son président. L'idée serait d'y ériger un « cluster » dédié au véhicule du futur en tirant partie de la proximité des deux construc-

teurs français (Peugeot à Vélizy, Renault à Guyancourt), de grands équipementiers (Valeo, Continental...) et du pôle de compétitivité Mov'eo. Mais il manque encore une grosse opération pour enclencher une dynamique suffisante et rendre ce projet crédible.

Mov'eo lance un « appel à manifestation d'intérêt »

Jusqu'à présent, les constructeurs n'ont pas joué la carte de la mutualisation de la recherche. La peur de la concurrence, dans un secteur ultra-concurrentiel, était trop forte. Le basculement technologique vers les véhicules décarbonés nécessite toutefois de tels investissements que l'ouverture de la recherche au monde universitaire s'impose. D'où « l'appel à manifestation d'intérêt » déposé tout récemment par le pôle de compétitivité Mov'eo dans le cadre du grand emprunt. L'enjeu ? Bénéficier de fonds pour créer un « institut d'excellence automobile » regroupant tous les acteurs de la filière. Le futur cœur – en cas de succès – de la zone Satory-La Minière. ● J.T.



FRICHE Les 150 hectares de la base militaire de Satory sont bien situés, à proximité de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et du Technocentre de Renault.

CHRISTIAN BLANC : « MU-TU-A-LI-SER ! »



CONFIAIT L'ancien secrétaire d'Etat réitère ses convictions sur l'avenir du plateau.

Quelles sont les conditions de la réussite pour le pôle d'excellence de Saclay ?

> Je n'ai qu'un seul mot à l'esprit : mu-tu-a-li-ser. Depuis un an, des progrès fantastiques ont été accomplis. Les acteurs se connaissent bien mieux. Mais rien n'est encore gagné. Car la tendance est au corporatisme et au repli sur soi. C'est pourquoi il faut toujours avoir à l'esprit la mutualisation des espaces.

Paris se sent dépossédé au profit de Saclay. A raison ?

> Les pôles de Paris et de Saclay doivent être parfaitement articulés. D'où l'importance du futur métro automatique à grande vitesse, qui mettra la capitale à quinze minutes du plateau en 2023. J'aurais aimé que le maire de Paris soit membre de l'Etablissement public du plateau de Saclay. Cela ne s'est malheureusement pas fait en raison d'un blocage gouvernemental. Mais vous verrez qu'un jour il le sera.

Baucoup doutent de la réalisation de votre métro automatique, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas financé.

> L'Etat accordera une dotation en capital de 4 milliards d'euros à la Société du Grand Paris. C'est acquis, les arbitrages ont été rendus en septembre. Cette somme offrira la garantie d'emprunt sans laquelle rien ne pourrait se faire. Elle permettra de contracter deux ou trois emprunts successifs sur quarante ans et de lancer les appels. Il n'y aura aucune difficulté à lever des fonds, car le flux de passagers du métro est assuré. Je suis certain que, tant que Nicolas Sarkozy sera président de la République, ce projet est garanti.

■ PROPOS RECUEILLIS

PAR JACQUES TRENTESAUX